

Les entreprises suisses sont peu préparées pour fournir des rapports de durabilité

Quelque 70% des sociétés suisses devant fournir des informations sur leur empreinte ESG le feront cette année, 10% n'y parviendront pas et 20% ne savent pas. En cause, des difficultés techniques et un manque de personnel qualifié, y compris à la direction



Les grandes entreprises suisses doivent depuis cette année publier un rapport sur la durabilité selon la loi suisse, mais les plus petites sociétés pourraient aussi devoir s'y mettre. — © JEAN-CHRISTOPHE BOTT/AFP

Sébastien Ruche

Les entreprises suisses sont-elles prêtes à publier des données sur la durabilité, comme certaines d'entre elles devront le faire à partir de cette année? Pas complètement, selon une étude nationale coordonnée par l'Université des sciences appliquées de Zurich, qui a obtenu les réponses de 400 sociétés. Seulement un peu plus de 40% d'entre elles vont publier un rapport ESG et 10% de celles qui sont légalement tenues de le faire n'y parviendront probablement pas. En cause notamment, le manque d'outils et de personnes qualifiées en ESG. Les Romands, bien que plus enthousiastes pour le durable, sont à la traîne.

En pratique, toutes les entreprises ne sont pas tenues par la loi d'effectuer ce genre de communication, rappelle Siyana Gurova, coautrice du rapport publié mardi: «En Suisse, les sociétés cotées, les banques et assurances avec au moins 500 employés, au moins 40 millions de francs d'actifs ou plus de 40 millions de chiffre d'affaires doivent publier des rapports sur les questions climatiques depuis cette année.»

20% des sociétés s'interrogent

Ces entreprises étaient 67% à le faire l'an dernier et seront 70% à effectuer ce «reporting» en 2024, selon le sondage, mené avec le réseau des hautes écoles au Tessin, en Romandie et dans la Grisons. Mais 10% des entreprises suisses remplissant ces critères ne publieront pas de rapport ESG cette année. Et 20% d'entre elles ne savent pas si elles le feront. Un rapport ESG reflète des problématiques environnementales, sociales et de gouvernance. Ces données permettent aux clients, fournisseurs ou investisseurs d'une entreprise de mieux connaître son empreinte écologique.

Au niveau européen, la directive CSRD oblige dès cette année les sociétés suisses ayant des opérations significatives dans l'Union européenne à publier des données ESG. Mais «même celles qui ne sont pas directement concernées par la CSRD pourraient en subir les impacts indirects si elles sont impliquées dans des chaînes d'approvisionnement internationales, poursuit la chercheuse de l'Université des sciences appliquées de Zurich. Leurs clients et partenaires européens pourraient leur demander de fournir des rapports ESG détaillés pour s'assurer qu'ils respectent leurs engagements tout au long de la chaîne de valeur.»

Prêtes en théorie

Etonnamment, les dirigeants interrogés déclarent que leur entreprise est globalement prête à fournir les informations, mais aussi qu'en pratique elle manque de ressources humaines ou techniques. Un manager sur cinq fait état d'un manque de préparation qui augure d'une piètre qualité des rapports ESG 2024, note encore l'étude. Le manque de spécialistes du durable au niveau des directions est plus marqué dans les PME (moins de 30% d'entre elles ont un haut cadre dédié à ces questions) que dans les multinationales (50% emploient un tel profil).

Si l'on considère l'ensemble des entreprises suisses sondées – pas seulement celles qui doivent publier de tels rapports, 43% d'entre elles s'appêtent à fournir ces données cette année. C'est une légère amélioration par rapport à 2023, quand 40% des sociétés sondées avaient produit ce rapport.

Enfin, les entreprises romandes affichent la plus faible proportion de sociétés prêtes pour ces rapports (36%), selon cette étude, contre 44% pour le côté alémanique et 46% au Tessin. Paradoxalement, les dirigeants romands se disent davantage convaincus de l'intérêt d'investir pour la durabilité que leurs confrères germanophones ou italophones.

Les entreprises peu préparées pour fournir des rapports de durabilité

REPORTING Quelque 70% des sociétés suisses devant fournir des informations sur leur empreinte ESG le feront cette année, 10% n'y parviendront pas et 20% ne savent pas. En cause, des difficultés techniques et un manque de personnel qualifié, y compris à la direction

SÉBASTIEN RUCHE

@sebruch

Les entreprises suisses sont-elles prêtes à publier des données sur la durabilité, comme certaines d'entre elles devront le faire à partir de cette année? Pas complètement, selon une étude nationale coordonnée par l'Université des sciences appliquées de Zurich, qui a obtenu les réponses de 400 sociétés. Seulement un peu plus de 40% d'entre elles vont publier un rapport ESG et 10% de celles qui sont légalement tenues de le faire n'y parviendront probablement pas. En cause notamment, le manque d'outils et de personnes qualifiées en ESG. Les Romands, bien que plus enthousiastes pour le durable, sont à la traîne.

En pratique, toutes les entreprises ne sont pas tenues par la loi d'effectuer ce genre de communication, rappelle Siyana Gurova, coautrice du rapport publié mardi: «En Suisse, les sociétés cotées, les banques et assurances avec au moins 500 employés, au moins 40 millions de francs d'actifs ou plus de 40 millions de chiffre d'affaires doivent publier des rapports sur les questions climatiques depuis cette année.»

Mieux connaître l'empreinte écologique

Ces entreprises étaient 67% à le faire l'an dernier et seront 70% à effectuer ce «reporting» en 2024, selon le sondage, mené avec le réseau des hautes écoles au Tessin, en Romandie et dans la Grisons. Mais 10% des entreprises suisses remplissant ces critères ne publieront pas de rapport ESG cette année. Et 20% d'entre elles ne savent pas si elles le feront. Un rapport ESG reflète des problématiques environnementales, sociales et de gouvernance. Ces données permettent aux clients, fournisseurs ou investisseurs d'une entreprise de mieux connaître son empreinte écologique.

Au niveau européen, la directive CSRD oblige dès cette année les sociétés suisses ayant des opérations significatives dans l'Union européenne à publier des données ESG. Mais «même celles qui ne sont pas directement concernées par la CSRD pourraient en subir les impacts indirects si elles sont impliquées dans des chaînes d'approvisionnement internationales, poursuit la chercheuse de l'Université des sciences appliquées de Zurich. Leurs clients et partenaires européens pourraient leur demander de fournir des rapports ESG détaillés pour s'assurer qu'ils respectent leurs engagements tout au long de la chaîne de valeur.»

Prêtes en théorie

Etonnamment, les dirigeants interrogés déclarent que leur entreprise est globalement prête à fournir les informations, mais aussi qu'en pratique elle manque de ressources humaines ou techniques. Un manager sur cinq fait état d'un manque de préparation qui augure d'une piètre qualité des rapports ESG 2024, note encore l'étude. Le manque de spécialistes du durable au niveau des directions est plus marqué dans les PME (moins de 30% d'entre elles ont un haut cadre dédié à ces questions) que dans les multinationales (50% emploient un tel profil).

Si l'on considère l'ensemble des entreprises suisses sondées – pas seulement celles qui doivent publier de tels rapports, 43% d'entre elles s'appêtent à fournir ces données cette année. C'est une légère amélioration par rapport à 2023, quand 40% des sociétés sondées avaient produit ce rapport.

Enfin, les entreprises romandes affichent la plus faible proportion de sociétés prêtes pour ces rapports (36%), selon cette étude, contre 44% pour le côté alémanique et 46% au Tessin. Paradoxalement, les dirigeants romands se disent davantage convaincus de l'intérêt d'investir pour la durabilité que leurs confrères germanophones ou italophones.

Selon l'étude, seules 36% des entreprises romandes se disent prêtes pour faire ces rapports.